



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 03/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VENATOR (Ex Huntsman P&A France)

1 Rue des Garennes
BP 89
62100 Calais

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\VENATOR FRANCE (ex HUNTSMAN P&A FRANCE)_Calais_0007000922\2_Inspections\2024_11_29-recollement_travaux_réhabilitation
Code AIOT : 0007000922

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2024 dans l'établissement VENATOR (Ex Huntsman P&A France) implanté 1, Rue des Garennes B.P. 89 62100 Calais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VENATOR (Ex Huntsman P&A France)
- 1, Rue des Garennes B.P. 89 62100 Calais
- Code AIOT : 0007000922
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société VENATOR France a notifié une cessation totale d'activité par courrier en date du 21/12/2017. Un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires relatif à la réhabilitation du site a été signé en date du 14/11/2023. Cet arrêté impose notamment le retrait des pollutions concentrées identifiées dans le plan de gestion et la mise en place d'un confinement sur deux zones identifiées API 25 et API 39. Cette visite fait suite à une première visite en date du 11/10/2024 relative à la finalisation des travaux de réhabilitation demandés par l'arrêté préfectoral du 14/11/2023. Lors de cette première visite, deux réserves avaient été formulées relatives à l'ouvrage de confinement mis en place sur la zone API 39. La visite d'inspection a pour objectif de constater la levée de ces deux réserves.

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	réhabilitation	Code de l'environnement du 07/07/2024, article R 512-39-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les deux réserves formulées lors de la visite d'inspection du 11/10/2024 ont été levées.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il est proposé à Monsieur le Préfet du Pas-de-calais de donner acte à la société VENATOR France de la remise en état pour un usage industriel de son ancien site de fabrication de pigments d'oxyde de titane d'une surface totale de 45 hectares situé 1 rue des Garennes à Calais sous condition du maintien de l'ouvrage de confinement sur les zones API 25 et 39.

Pour ce faire, l'exploitant a transmis à l'inspection un dossier de demande de servitudes d'utilité publique dont un des objets est la pérennisation du revêtement de surface sur les zones API 25 et API 39.

Un arrêté préfectoral de surveillance des milieux (nappe souterraine et gaz de sol) est en cours de finalisation.

Les deux rapports de visite des 11/10/2024 et 29/11/2024 valent procès-verbal de récolement au titre de l'article R.512-39-3 du code de l'Environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : réhabilitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/07/2024, article R 512-39-3
Thème(s) : Risques chroniques, SSP
Prescription contrôlée : III. - Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet. L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.
Constats : La visite a permis le constat :

- de l'ajout de matériaux de type "balast" côté Nord du confinement API 39 afin de bloquer les matériaux formant l'ouvrage de confinement et réaliser une pente plus douce sur toute la longueur de l'API. Les analyses réalisées sur les matériaux utilisés montrent que ces derniers répondent aux exigences de l'article 3.6 de l'arrêté préfectoral du 14/11/2023.
- la réalisation de deux rustines sur la dalle béton existante.

Type de suites proposées : Sans suite